



CHAPITRE 60

CHAPTER 60

Loi modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier et autorisant l'imposition d'une taxe de vente dans ses limites et dans celles de la cité de Longueuil et celles de La municipalité scolaire de la cité de Jacques-Cartier, La municipalité scolaire de Saint-Bruno, et de La municipalité scolaire de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly

An Act to amend the charter of the city of Jacques-Cartier and to authorize the imposition of a sales tax within its limits and those of the city of Longueuil, The school municipality of the city of Jacques-Cartier, The school municipality of Saint-Bruno, and The school municipality of the town of Chambly, in the county of Chambly

[Sanctionnée le 14 février 1958]

[Assented to, the 14th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU qu'il importe à la bonne administration de la cité de Jacques-Cartier, que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, telle que modifiée par les lois 12 George VI, chapitre 74; 14 George VI, chapitre 102; 15-16 George VI, chapitre 81, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, soit de nouveau modifiée afin de lui accorder de plus amples pouvoirs et de la mettre ainsi en état de mieux pourvoir aux besoins de son expansion;

Attendu que les corporations suivantes, qui ont également besoin de revenus additionnels, se joignent à la cité de Jacques-Cartier dans sa demande:

La cité de Longueuil, Les commissaires d'écoles pour la cité de Jacques-Cartier, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Bruno, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chambly, dans le comté de Chambly;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 48 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Jacques-Cartier, par le suivant:

WHEREAS it is in the interest of the good administration of the city of Jacques-Cartier that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, as amended by the acts 12 George VI, chapter 74; 14 George VI, chapter 102; 15-16 George VI, chapter 81, and 4-5 Elizabeth II, chapter 77, be again amended, so as to give it more extensive powers and so enable it to make better provision for the needs of its expansion;

Whereas the following corporations, which also need additional revenues, join the city of Jacques-Cartier in its prayer:

The city of Longueuil, The school commissioners for the city of Jacques-Cartier, The school commissioners for the municipality of Saint-Bruno, The school commissioners for the municipality of the town of Chambly, in the county of Chambly;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 48 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Jacques-Cartier, by the following:

S.R.,
c. 233,
a. 48,
rempl.
pour la
cité.

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for city.

Maire.

"48. Le maire est élu pour trois années à la majorité des électeurs ayant voté."

"48. The mayor shall be elected for three years by the majority of municipal electors who have voted." Mayor.

S.R.,
c. 233,
a. 49,
remp.
pour la
cité.

2. L'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Jacques-Cartier, par le suivant:

2. Section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Jacques-Cartier, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 49,
replaced
for city.

Echevins.

"49. Les échevins sont élus pour la même période à raison d'un échevin dans chacun des six quartiers de la cité par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté."

"49. The aldermen, one for each of the six wards of the city shall be elected, for the same period, by the majority of the municipal electors of the ward who have voted." Aldermen.

S.R.,
c. 233,
a. 49a,
aj. pour
la cité.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y ajoutant après l'article 49, le suivant:

3. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by adding after section 49, the following: R.S.,
c. 233,
s. 49a,
added
for city.

Election
des échevins
par
rotation.

"49a. Afin d'établir un système d'élection par rotation, dès l'élection générale qui doit avoir lieu le premier samedi juridique de juin 1960, il sera, trente jours au moins avant la date de l'avis public prévu par l'article 179, procédé à un tirage au sort des quartiers de la cité, en la présence du président de la Commission municipale de Québec ou de son délégué, et les candidats élus à l'échevinage pour les deux quartiers désignés en premier lieu par le sort le seront pour trois années, ceux qui seront élus pour les deux quartiers désignés en second lieu par le sort le seront pour deux années, et les candidats qui seront élus pour les deux derniers quartiers le seront pour une année. L'avis donné en vertu de l'article 179 fera mention du résultat de ce tirage au sort. Par la suite, il sera élu chaque année deux échevins pour un terme de trois années."

"49a. In order to establish a system of election by rotation, for the general election to be held on the first juridical Saturday of June, 1960, lots shall be drawn, at least thirty-days before the date of the public notice provided in section 179, before the chairman of the Quebec Municipal Commission or his representative, and the candidates elected as aldermen for the two wards first drawn shall hold office for three years; those elected as aldermen for the two wards drawn next shall hold office for two years, and the candidates elected as aldermen for the last two wards shall hold office for one year. The notice given under section 179 shall state the result of such drawing of lots. Thereafter two aldermen shall be elected each year for a term of three years." Aldermen
elected by
rotation.

S.R.,
c. 233,
a. 64a,
aj. pour
la cité.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y ajoutant après l'article 64, le suivant:

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by adding after section 64, the following: R.S.,
c. 233,
s. 64a,
added
for city.

Augmen-
tation
d'indem-
nités.

"64a. Le conseil peut, par résolution, approuvée par la Commission municipale de Québec, augmenter ces indemnités jusqu'à concurrence de quatre mille dollars pour le maire et de deux mille dollars pour les échevins."

"64a. The council may, by resolution approved by the Quebec Municipal Commission, increase these indemnities to the amount of four thousand dollars for the mayor, and of two thousand dollars for the aldermen." Increase
of indem-
nities.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Jacques-Cartier, en y insérant après le paragraphe 3°, le suivant:

5. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by inserting, after paragraph 3 thereof, the following: R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Immeu-
bles rive-
rains.

"3^a Dans le cas des paragraphes 2^o et 3^o ci-dessus, le conseil, s'il prescrit une répartition de ces taxes dans tout ou partie de la municipalité d'après l'évaluation des immeubles, peut ordonner que l'évaluation des immeubles riverains soit pour les fins de telles taxes augmentée du coût des travaux au pied linéaire de front; le conseil peut également prescrire une répartition de ces taxes sur la superficie des immeubles."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

6. Le paragraphe 27^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité de Jacques-Cartier, par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 81, est de nouveau abrogé et remplacé, pour la cité, par le suivant:

Taxis.

"27^b Pour déterminer le nombre maximum des taxis dans la municipalité; limiter le nombre des postes d'autos-taxis et en déterminer l'emplacement et la superficie qu'il s'agisse de postes autorisés sur les terrains privés ou de postes autorisés dans les rues ou places publiques; déterminer le nombre des voitures ayant droit d'occuper une place dans chaque poste; obliger les propriétaires de taxis à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi; obliger tout conducteur de taxi, sauf le propriétaire à obtenir un permis annuel n'excédant pas cinq dollars; décréter que tout propriétaire de taxi doit placer son permis dans sa voiture à la vue des passagers; exiger qu'une carte d'identité comprenant la photo du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur ou de la personne en charge soit aussi placée dans la voiture à la vue des passagers; décréter l'assurance obligatoire des propriétaires de taxis en faveur des passagers et l'assurance contre la responsabilité publique; établir un tarif pour l'usage des taxis; autoriser l'inspection des véhicules; décréter l'imposition et l'inspection de taximètres; décréter que tout permis émis en faveur d'un propriétaire de taxi ou d'un chauffeur ou conducteur, peut être annulé de façon temporaire ou absolue, en tout temps, en raison d'infractions à la loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs

Bordering
immove-
ables.

"3a. In the case of the above paragraphs 2 and 3, the council, when it orders an apportionment of such taxes over the whole or part of the municipality according to the valuation of immoveables, may enact that the valuation of bordering immoveables be increased, for the purposes of such taxes, by the cost of works per linear foot of frontage; the council may also order an apportionment of such taxes according to the area of properties."

6. Paragraph 27^b of section 429 of the R.S.,
Cities and Towns Act, as replaced, for c. 233,
the city of Jacques-Cartier, by section 6 s. 429,
of the act 15-16 George VI, chapter 81, am. for
is again replaced, for the city, by the city.
the following:

Taxis.

"27b. To determine the maximum number of taxis in the municipality; to limit the number of taxi stands and determine the location and area thereof, whether they are authorized stands on private property or authorized stands on public streets or public places; to determine the number of vehicles entitled to park at each stand; to compel taxi owners to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty-five dollars per taxi; to compel every taxi driver other than the owner to obtain an annual permit not exceeding five dollars; to order that every taxi owner shall place his permit in his vehicle in sight of the passengers; to require that an identity card bearing the photograph of the owner, driver or chauffeur or of the person in charge be also placed in such vehicle in sight of the passengers; to order the compulsory insurance of taxi owners in favour of passengers and against public liability; to establish a tariff for taxi service; to authorize the inspection of vehicles; to order the taxation and inspection of taximeters; to order that any permit issued to a taxi owner or chauffeur or driver may be temporarily or permanently revoked, at any time, by reason of an offence against the provincial Motor Vehicles Act, the provincial laws respecting alcoholic liquors, the Criminal Code of Canada, as well as against the applicable municipal by-laws, and that such revocation may

alcooliques, au Code criminel du Canada de même qu'aux règlements municipaux applicables, et que telle annulation pourra être absolue dans le cas de récidive.

Conven-
tions.

La cité de Jacques-Cartier peut, en outre, faire des conventions avec les corporations municipales qui lui sont contiguës en vue d'une réglementation uniforme du commerce du taxi et de son application."

S.R.,
c. 233,
a. 441,
am. pour
la cité.

7. L'article 441 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 13 de la loi 14 George VI (1950), chapitre 102, est modifié, pour la cité, en y ajoutant l'alinéa suivant:

Prolon-
gation
de con-
duites
d'aqueduc.

"Quand des conduites d'aqueduc ont été posées dans une rue et leur coût réparti conformément au présent article, le conseil peut, sans requête à cet effet, y prolonger ces conduites et en répartir le coût de la même manière."

S.R.,
c. 233,
a. 517,
am. pour
la cité.

8. L'article 517 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Jacques-Cartier, en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Change-
ment de
taux.

"Toutefois, le conseil peut, par résolution, décréter un taux d'intérêt supérieur, mais n'excédant pas six pour cent par an, ou un taux d'intérêt inférieur à celui qui est prévu ci-dessus."

S.R.,
c. 233,
a. 578a,
aj. pour
la cité.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Jacques-Cartier, en y ajoutant après l'article 578, le suivant:

Démoli-
tion de
certains
immeu-
bles, etc.

"578a. Quand les immeubles ainsi acquis par la cité portent des constructions impropres à l'habitation, le conseil est autorisé à démolir ces constructions; dans le cas où il le juge à propos, le conseil peut également faire modifier ou réparer ces constructions de manière à les rendre conformes aux exigences de la loi et des règlements.

Vente.

Le conseil procède ensuite à la vente de ces immeubles conformément à l'article ci-dessus."

S.R.,
c. 233,
a. 604b,
remp.
pour la
cité.

10. L'article 604b, tel qu'ajouté, pour la cité, à la Loi des cités et villes par l'article 12, de la loi 15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 81, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

be permanent in the case of a second offence.

The city of Jacques-Cartier may also make agreements with adjoining municipal corporations, with a view to the uniform regulation of the taxi business and the enforcement of such regulations."

Agree-
ments.

7. Section 441 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city, by section 13 of the act 14 George VI (1950), chapter 102, is amended, for the city, by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 441,
am. for
city.

"Whenever water conduits have been laid in a street and their cost apportioned in accordance with this section, the council may, without a petition to this effect, extend the same and assess the cost thereof in a similar way."

Extension
of water
conduits.

8. Section 517 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by replacing the third paragraph thereof by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 517,
am. for
city.

"The council may, however, by resolution, enact a higher rate of interest, but not exceeding six per cent per annum, or a lower rate of interest than that above provided."

Change
of rate.

9. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Jacques-Cartier, by adding after section 578, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 578a,
added
for city.

"578a. Whenever on the immovables so acquired by the city are built constructions unfit for dwelling purposes, the council shall be authorized to demolish the same; when it deems it expedient, the council may also cause to be modified or repaired these constructions, so as to make them conformable to the requirements of the law and of the regulations.

Demoli-
tion of
certain
immove-
ables, etc.

The council shall afterwards proceed to the sale of these immovables in accordance with the above paragraph."

Sale.

10. Section 604b, as added, for the city, to the Cities and Towns Act, by section 12 of the act 15-16 George VI, chapter 81, is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604b,
replaced
for city.

Capital
de ce
fonds.

"604b. Le capital de ce fonds est de soixante-quinze mille dollars et toute dépense effectuée à même ledit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604c et 604e. Le conseil pourra transporter audit fonds les arrérages de taxes ou autres créances dûs à la cité à la fin de chaque année."

"604b. The capital of such fund shall be seventy-five thousand dollars and every expenditure made out of the said fund shall be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604c and 604e. The council may transfer to the said fund the arrears of taxes or other claims due to the city at the end of each year."

Capital
of such
fund.

1951-52,
c. 81, a. 4,
remp.

11. L'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 81, tel que remplacé par l'article 10 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 77, est remplacé par le suivant:

11. Section 4 of the act 15-16 George VI, chapter 81, as replaced by section 10 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 77, is again replaced by the following:

1951-52,
c. 81, s. 4,
replaced.

Travaux
autorisés.

"4. Sur requête signée par les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle et approuvée par le ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à faire sur sa propriété tous travaux tels que pavages, trottoirs, égouts, aqueducs et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

"4. Upon petition signed by the property-owners representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane, and approved by the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to execute on its property, all works such as paving, sidewalks, sewers, water-works and their connections and other works called permanent and to borrow, at need, the sums of money requisite for such purposes.

Works
author-
ized.

Lots an-
gulaires.

Dans le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou ruelle, comme susdit, il n'est pas tenu compte de la partie exemptée des lots qui forment l'angle de telles rues ou ruelles.

In calculating the two-thirds of the properties bordering on a street or lane as aforesaid, no account shall be taken of the exempted part of the lots which form the corners of such streets or lanes.

Owner
lots.

Plans, etc.

La requête doit être accompagnée de plans, devis et estimés des travaux à faire, donner les numéros de cadastre de tous les lots affectés à ces travaux, de même que leur étendue de front et les noms et adresses des propriétaires intéressés, et spécifier les termes de paiement des travaux. Le conseil peut, par résolution, recevoir la requête et ordonner d'y faire droit sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales à qui elle est sans délai transmise avec copie de la résolution. Cette résolution peut aussi pourvoir à l'emprunt temporaire ci-après mentionné.

The petition shall be accompanied by plans, specifications and estimates of the works to be done, give the cadastral numbers of all the lots on which such works are done, as well as their frontage and the names and addresses of the interested proprietors, and specify the terms of payment for the works. The council may, by resolution, receive the petition and order that it be accepted subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs to whom it shall be transmitted without delay with a copy of the resolution. Such resolution may also provide for the temporary loan hereinafter mentioned.

Plans, etc.

Cotisation
spéciale.

Le coût des travaux, intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement et les déboursés encourus pour les plans et devis des travaux, les procédures et les frais de négociations des emprunts sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale prélevée sur les propriétaires intéressés en proportion de l'étendue de front des immeubles affectés aux travaux. Toutefois,

The cost of the works, the interest on the loan contracted for the payment thereof and the disbursements incurred for the plans and specifications of the works, the proceedings and the cost of negotiating the loans shall be paid by means of a special assessment levied on the property-owners concerned in proportion to the frontage of the immove-

Special
assess-
ment.

s'il s'agit de travaux d'aqueduc et leurs raccordements, la moitié est payée à même le revenu de la taxe d'eau.

Emprunt. Le montant que la cité est autorisée à emprunter pour payer ces travaux est limité à la somme de deux cent cinquante mille dollars par année.

Limite. Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder ceux qui sont fixés par l'article 2 de la Loi des dettes et des emprunts municipaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 217), non plus que ceux de la cotisation spéciale prélevée pour le paiement des travaux qui en font l'objet, et l'intérêt ne doit pas excéder six pour cent par an.

**Appro-
bation.** Ces emprunts sont ordonnés par des règlements du conseil qui doivent être approuvés par le ministre des affaires municipales et par la Commission municipale de Québec, mais ne sont pas soumis à l'approbation des contribuables. Ils sont contractés au moyen d'une émission d'obligations faite conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

**Certificat
de l'ingé-
nieur.** Le règlement dans chaque cas doit spécifier clairement l'objet de l'emprunt et n'est pas adopté avant que l'ingénieur de la cité ait donné certificat sous serment, lequel reste annexé au règlement attestant que les travaux qui nécessitent l'emprunt ont été complètement exécutés et leur coût total.

**Fonds
d'amor-
tissement.** La cotisation spéciale prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations émises pour payer le coût de ces travaux, et au rachat à leur échéance de ces obligations, lesquelles constituent néanmoins, avec l'intérêt qu'elles produisent, une charge sur le fonds général de la cité.

**Emprunts
tempo-
raires.** La cité est autorisée à emprunter temporairement les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux, et cet emprunt doit être ensuite remboursé avec le produit de la vente des obligations ci-dessus mentionnées. L'émission et la vente des obligations doivent se faire dans l'année qui suit le parachèvement des travaux."

ables affected for the works. Neverthe-
less, in the case of waterworks and their
connections, one-half shall be paid out
of the revenue from the water-rate.

The amount which the city is author-
ized to borrow to pay for such works is
limited to the sum of two hundred and
fifty thousand dollars a year.

The term of each such loan shall not
exceed that fixed by section 2 of the
Municipal Debt and Loan Act (Revised
Statutes of Quebec, 1941, chapter 217),
nor that of the special assessment levied
for the payment of the works which are
the object thereof, and the interest shall
not exceed six per cent per annum.

Such loans shall be ordered by by-law
of the council which must be approved
by the Minister of Municipal Affairs
and by the Quebec Municipal Commis-
sion, but shall not be subject to the
approval of the ratepayers. They shall
be contracted by means of an issue of
bonds made in conformity with the pro-
visions of the Cities and Towns Act.

The by-law in each case must clearly
specify the object of the loan and shall
not be passed before the city engineer
has given a sworn certificate, which shall
remain annexed to the by-law, attesting
that the works necessitating the loan
have been completely performed and
their total cost.

The special assessment levied on the
interested proprietors for the permanent
works made under this section shall
constituted a sinking-fund to be applied
exclusively to the payment of the inter-
est on the bonds issued for the payment
of the cost of such works and to redeem
such bonds at maturity, which bonds,
with the interest thereon shall neverthe-
less be a charge upon the general fund
of the city.

The city is authorized to borrow tem-
porarily the necessary money for the
execution of such works, and such loan
shall then be reimbursed out of the
proceeds of the sale of the bonds above
mentioned. The issuing and the sale of
the bonds shall be made within the year
following the completion of the works."

Loan.

Limit.

Approval.

Certifi-
cate of
engineer.Sinking-
fund.Tempo-
rary
loans.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

12. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Destruc-
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande, ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

Taxe
spéciale
autorisée.

13. La cité de Jacques-Cartier, la cité de Longueuil, Les commissaires d'écoles pour la cité de Jacques-Cartier, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Bruno, Les commissaires d'écoles pour la ville de Chambly, dans le comté de Chambly, peuvent chacun d'eux dans leur territoire respectif, par règlement, imposer et prélever une taxe spéciale de deux pour cent dans le cas des corporations de cité ou de ville et de un pour cent dans le cas des commissaires d'écoles, de même nature, établie sur les mêmes bases avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exceptions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuelle en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats en
dehors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire desdites cités ou municipalités scolaires, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, y apporte ou fait en sorte qu'il soit apporté ou qu'il lui

12. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Sale of
un-
claimed
goods.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made.

Liability.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as afore-said cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, such objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

Destruc-
tion.

13. The city of Jacques-Cartier, the city of Longueuil, The school commissioners for the city of Jacques-Cartier, The school commissioners for the municipality of Saint-Bruno, The school commissioners for the town of Chambly, in the county of Chambly, may by by-law impose and levy, each in its respective territory, a special tax of two per cent in the case of city or town corporations, and of one per cent in the case of school commissioners, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Special
tax au-
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory of the said cities or school municipalities or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or deli-

Purchases
outside
territory.

soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire desdites cités ou municipalités scolaires, doit immédiatement en faire rapport au trésorier desdites cités ou municipalités scolaires, en leur transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer auxdites cités ou municipalités scolaires, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eut été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire desdites cités ou municipalités scolaires.

Percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire des cités ou municipalités scolaires, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

Lesdites cités ou municipalités scolaires sont autorisées à faire des conventions avec les ministres des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi. Elles peuvent aussi faire pareilles conventions entre elles et avec la cité de Montréal, la Commission métropolitaine de Montréal, les corporations municipales sous le contrôle de cette dernière.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits desdites cités et municipalités scolaires, concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 19.

Partage
du revenu
perçu.

14. Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé par lesdits commissaires d'écoles, entre eux et les commissions scolaires ou syndicats protestants du territoire assujéti à cet impôt en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun à cha-

vered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said cities or school municipalities shall immediately report the matter to the treasurer of the said cities or school municipalities, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the said cities or school municipalities, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the said cities or school municipalities.

Collec-
tion.

The said tax shall be imposed and collected in the territory of such cities or school municipalities, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and its amendments.

Agree-
ments.

The said cities or school municipalities are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. They may also enter into similar agreements among themselves and with the city of Montreal, the Montreal Metropolitan Commission and the municipal corporations under the control of the latter.

Rights
trans-
ferred.

These agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the said cities and school municipalities, concerning the collection of the sales tax and institute all legal proceedings for infringement to this act which are specified in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 19.

Sharing of
revenue
collected.

14. The annual revenue derived from the said tax shall be shared by the said school commissioners, between themselves and the Protestant school boards or trustees of the territory subject to such tax, in the proportion of the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each

cune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

of the school corporations concerned, such as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act. In case of differences of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort.

Entrée en
vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.
